

N^{os} 4608³
4828⁴

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2001-2002

PROPOSITION DE LOI

modifiant la loi modifiée du 10 avril 1976 portant réforme
de la réglementation des jours fériés légaux

PROJET DE LOI

portant modification de la loi modifiée du 10 avril 1976
portant réforme de la réglementation des jours fériés légaux

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE TRAVAIL

(14.11.2001)

Par lettres en date du 16 juillet 2001, réf. GT/cb, et du 17 août 2001, monsieur le ministre du Travail et de l'Emploi a fait parvenir pour avis à notre chambre professionnelle le projet de loi ainsi que la proposition de loi du député Lucien Lux portant tous les deux modification en vue de l'interprétation de la loi modifiée du 10 avril 1976 portant réforme de la réglementation des jour fériés légaux.

L'idée clé des deux initiatives est de préciser expressément que le travailleur a droit au cumul des indemnités si le jour férié tombe sur un dimanche. Le terme „jour férié de rechange“, qui a prêté à équivoque jusqu'à présent et donné lieu à des interprétations divergentes, est remplacé par le terme plus précis de „jour de congé compensatoire“.

Tout en marquant son accord avec la matérialité des deux initiatives, notre chambre propose de faire quelques remarques d'ordre formel.

Ad article 3 de la loi susvisée

Notre chambre propose de reprendre le texte du projet de loi.

Ad article 6, alinéa 1 in fine de la loi susvisée

Il y a lieu de reprendre le texte de la proposition de loi.

Ad article 7, paragraphe 3 de la loi susvisée

En vue d'une meilleure cohérence, notre Chambre propose de donner au nouveau paragraphe 3 la teneur suivante:

„Si l'un des jours fériés tombe sur un dimanche, le travailleur a droit au cumul des indemnités telles que fixées aux paragraphes (1) et (2) du présent article, sans préjudice de l'article 7, paragraphe (2) de la loi du 1er août 1988 concernant le repos hebdomadaire des employé et ouvriers.“

L'actuel paragraphe 3 de la loi deviendra par conséquent le paragraphe 4.

Ad article 4 de la proposition de loi

Notre chambre propose de reprendre le texte de la proposition de loi pour éviter toute insécurité juridique en cas de litige concernant des faits qui sont antérieurs à la mise en vigueur de la présente loi.

Luxembourg, le 14 novembre 2001.

Pour la Chambre de Travail,

Le Directeur,
Marcel DETAILLE

Le Président,
Henri BOSSI